

CONSULTATION DES MILITANTS PAR LE FRONT NATIONAL : LA SOLUTION À SES DOUTES EXISTENTIELS ?

Chloé Morin

31/10/2017

Le Front national, en plein doute au lendemain des débâcles aux élections présidentielle et législative, a décidé de consulter ses adhérents sur le fond et sur la forme du mouvement. Mais les sujets les plus délicats ne seront pas tranchés, nous dit Chloé Morin, directrice de l'Observatoire de l'opinion de la Fondation, dans une tribune en partenariat avec Libération.

Depuis le traumatisme qu'a représenté, pour ses cadres et ses militants, le débat du second tour de l'élection présidentielle, le Front national n'en finit plus de douter. Sa « crise de croissance » semble, à la longue, virer à la crise existentielle. L'audience médiocre de *L'Émission politique* à laquelle Marine Le Pen a récemment participé semble accréditer cette thèse. Une consultation des militants est censée venir régénérer ce parti en plein doute, l'aider à panser ses plaies et à arbitrer une ligne claire, sur laquelle les offensives à venir pourront être conduites. Mais la consultation et la réorientation stratégique promise ne seraient-elles pas, au fond, à côté du sujet ?

Avant l'été, nous avons publié ici un état des lieux des divisions et des défis stratégiques auxquels le Front national se trouvait confronté au lendemain de son échec au second tour de l'élection présidentielle. Nous avons alors indiqué combien la base du Front national est cohérente et compacte sur le plan idéologique : sur la plupart des questions posées dans le cadre de l'étude « Fractures françaises », les sympathisants du Front national sont une immense majorité à se positionner exactement de la même manière. Seules deux questions fracturaient cette base : la sortie de l'euro (56% d'entre eux souhaitent que la France sorte de la zone euro, soit 5 points de moins qu'en 2015 et 10 points de moins qu'en 2014) et l'équilibre souhaité entre liberté économique et protection. Or, le départ de Florian Philippot a permis de trancher la première, et le Front national n'a probablement pas intérêt à trancher la seconde – si tant est que Marine Le Pen soit suffisamment forte pour continuer à imposer leur coexistence, maintenant que le principal avocat de la ligne social-étatiste est parti.

Ainsi, le départ du premier lieutenant de Marine Le Pen semble l'avoir conduite à préférer l'abandon du boulet que représentait la sortie de l'euro à la cohérence idéologique du souverainisme intégral à la Philippot. L'avenir dira si le parti, qui avait misé depuis 2011 sur la constance et la cohérence de son discours – et revendiquait d'avoir été « précurseur », notamment sur le sujet de l'immigration –, saura convaincre l'opinion que cette reconfiguration programmatique ne le rapproche pas encore davantage des « partis comme les autres », prêts à remiser leurs convictions pour mieux satisfaire leurs ambitions.

Avec ce départ, c'est un des principaux avocats de la ligne économique sociale et étatiste qui risque de manquer à Marine Le Pen. Il n'est pas évident pour autant, comme nous l'indiquions déjà avant l'été, qu'elle ait intérêt à trancher entre celle-ci – médiatiquement plus visible jusqu'ici, grâce à l'omniprésence médiatique de Florian Philippot, mais certainement minoritaire chez les cadres dirigeants – et une ligne plus libérale, reposant sur le souhait que l'on donne davantage de liberté aux entreprises et que l'on cesse d'étouffer contribuables et patrons sous une pression fiscale et des règles trop lourdes. En effet, ces deux lignes divisent les sympathisants du Front national en deux moitiés presque égales : choisir l'une contre l'autre, c'est risquer de fracturer la base du parti, et ce même si la plupart des électeurs du Front national n'y viennent pas pour sa politique économique, mais pour ses positions régaliennes avant tout.

À quoi la consultation à venir pourra-t-elle donc bien servir, si les deux sujets les plus délicats – et les seuls sur lesquels les sympathisants du Front national ne convergent pas vers une seule et même position – ne sont en réalité pas ou plus sur la table? Sans doute d'abord et avant tout à ressouder les troupes, à panser les plaies d'un parti dont nombre de cadres – les ralliés post-2011 – n'ont connu que des victoires et ont ressenti, pour la première fois aussi douloureusement, l'existence d'un plafond de verre électoral dont ils n'iaient jusqu'ici l'existence. Un des défis de Marine Le Pen est bien, au cours des semaines et des mois à venir, de se recrédibiliser auprès de son électorat. Car si sa popularité n'a en rien chuté, le doute sur sa capacité à présider un jour la France s'est manifestement installé.

Mais il est peu probable que cette consultation permette de régler le principal problème actuel du Front national, à savoir sa capacité à dicter l'agenda, et à occuper la scène médiatique et politique. Rappelons qu'à l'heure qu'il est, ce parti est toujours considéré comme « moins bon opposant » que ne l'est La France insoumise : un sondage Elabe réalisé à la mi-octobre indique que 40% des Français jugent qu'aucun parti n'incarne bien l'opposition à Emmanuel Macron, 35% La France insoumise, 13% le Front national (qui reste le principal parti d'opposition pour 66% de ses propres sympathisants), 8% Les Républicains et 2% le Parti socialiste. Soulignons que ces dernières semaines, on a souvent fait dire à ces chiffres ce qu'ils ne disent pas : leur évolution est

étroitement corrélée à la visibilité médiatique et à l'agenda politique. Ils indiquent qui se trouve au cœur des débats du moment, qui est le plus audible, voire le plus offensif et virulent. En revanche, « premier opposant » ne veut pas nécessairement dire « principale force d'alternance » : en témoigne le dernier sondage Ifop/*Le Journal du dimanche*, qui démontre que tout « premier opposant » qu'il fût, Jean-Luc Mélenchon ne recueillerait, si la présidentielle avait lieu aujourd'hui, que 18% des suffrages – soit près de deux points de moins que son score de mai dernier. Or, ce même sondage montre aussi que malgré la crise qu'il traverse, le Front national conserve son socle, à plus de 21% des suffrages. Il a certainement perdu une bataille, mais il ne faut donc pas l'enterrer pour autant.

Il doit donc retrouver sa capacité à se placer au cœur du débat politique. Or, pour retrouver la maîtrise de l'agenda, il s'agit moins de trancher entre différentes lignes que de préempter des questions qui, demain, s'imposeront dans le quotidien des Français. Des questions qui devront, par ailleurs, faire écho aux sujets de prédilection du Front national pour lesquels ils se distinguent dans le paysage médiatique : l'immigration, le malaise identitaire ou le rejet du « système ». Il ne s'agira donc certainement pas de préempter l'écologie ou la question de la robotisation par exemple...

Restaurer la crédibilité de Marine Le Pen auprès de ses troupes, ravir à Emmanuel Macron et à Jean-Luc Mélenchon la maîtrise de l'agenda et identifier et imposer les débats les plus porteurs pour lui : voilà les défis du Front national pour les mois qui viennent.